



Problématique de développement agricole en République centrafricaine et perspectives de recherche

Henri Ouikon

► To cite this version:

Henri Ouikon. Problématique de développement agricole en République centrafricaine et perspectives de recherche. 2003, 6 p. hal-00143370

HAL Id: hal-00143370

<https://hal.science/hal-00143370>

Submitted on 25 Apr 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Problématique de développement agricole en République centrafricaine et perspectives de recherche

Henri OUIKON,

ACDA, BP 997 Bangui (RCA)

Résumé — L'économie centrafricaine demeure essentiellement basée sur l'agriculture. Les conditions agro-écologiques de réalisation de cette activité sont très favorables. Elles répondent aux besoins des plantes et permettent une diversification des productions. Le potentiel des sols est estimé à 15 millions d'hectares. La végétation est très diversifiée, offrant de vastes pâturages pour l'élevage transhumant, les domaines à vocation cynégétique et d'importantes réserves forestières. Une typologie de cette situation permet de distinguer les systèmes suivants : vivrier-élevage, coton-vivrier-élevage, forêt-café et cynégétique-tourisme. Malgré ces énormes potentialités, les résultats de l'activité agricole sont mitigés et le développement de ce secteur bloqué. Outre l'environnement économique global qui n'est pas favorable, il s'avère que les éléments expliquant ce blocage sont avant tout d'ordre technique et technologique. Des voies de recherche en vue de trouver des solutions à ces problèmes existent. Elles passent par l'exploitation de thèmes de recherche centrés sur la gestion de l'espace et des conflits agriculteurs / éleveurs ; l'amélioration de la performance des exploitations ; l'intégration de l'élevage à l'agriculture ; les études des pratiques sociales occultes ; l'adoption du conseil de gestion comme méthode de vulgarisation. C'est dans un cadre de partenariat recherche-développement où les thèmes de recherche doivent résulter des problèmes posés par les agriculteurs qu'on peut élaborer des solutions susceptibles de sortir progressivement le développement agricole Centrafricain de l'impasse.

Abstract — **Agricultural development issues in Central African Republic and research prospects.** Central African economy is mainly based on agriculture. The agro ecological conditions for the realisation of this activity are very favourable. They comply with the needs of plants and enable diversification of productions. The soil potentialities are estimated at 15 million hectares. Vegetation is highly diversified, displaying wide pastures for transhumant breeding, fields with hunting vocation, important forest reserves. The typology of this situation discloses the following layout: food producing – breeding; cotton-food producing-breeding; forest-coffee; hunting-tourism. In spite of these enormous potentialities, the results of agricultural activity are mitigated and the development of this sector is blocked. Besides the overall economic environment which is not favourable, it turns out that the facts explaining this blocking are first of all technical and technological. There are ways to look for solutions for these problems: you start by exploiting research topics focussed on the management of space and farmers/breeders' conflict ; the improvement of output of various concerns; the integration of breeding into agriculture, the study of occult social practices; the adoption of council management as an extension method. It is within the framework of partnership research-development where research topics must derive from problems raised by farmers that we can work out solutions likely to get Central African agricultural development progressively out of deadlock.

Introduction

L'agriculture constitue le secteur clé de l'économie centrafricaine. Elle emploie plus de 75 % des actifs et participe à hauteur de 45 % dans la formation du PIB national. Cependant les résultats globaux de cette activité demeurent très bas.

Cette situation incite à la formation des questions suivantes: en quels termes se posent les problèmes qui bloquent le développement de cet important secteur ? Comment peut-on y apporter les éléments de solutions ? Et dans quels axes la recherche peut elle travailler pour apporter des réponses pertinentes, susceptibles de sortir progressivement l'agriculture centrafricaine de l'impasse ?

Pour tenter d'aborder ces questions, il importerait avant tout de présenter les potentialités naturelles qui s'offrent au déroulement du processus de productions agricoles et les contraintes qui bloquent son développement.

La RCA : un pays recelant d'importantes ressources naturelles

Située au carrefour des influences boréales et australes, la République Centrafricaine jouit d'un climat dont les manifestations ne sont pas uniformes. Les écarts de températures, d'humidité et de précipitations y sont assez importants, aussi bien en terme de quantité qu'en terme de durée. La large gamme de climats du Sud au Nord et des pluies suffisantes pour répondre aux besoins des plantes, permettent de pratiquer un large éventail de cultures.

Sur le plan du relief et de l'hydrographie : des formations montagneuses ont donné lieu à la constitution d'importants bassins qui sont drainés par un réseau hydrographique très dense favorable au développement des cultures irriguées.

Des unités de sols très variées se rencontrent. Elles se répartissent entre les sols ferrallitiques, ferrugineux et les vertisols. Globalement, ces sols ont des valeurs agronomiques allant de bonne à médiocre. Le potentiel est estimé à 15 millions d'hectares contre 0,7 million exploité annuellement.

En ce qui concerne la végétation, elle présente des faciès très diversifiés qui varient des steppes du Nord aux savanes herbeuses et arborées confirmées entre les isohyètes 1 000 et 1 400 mm, jusqu'aux formations de type forestier au Sud, situées entre 1 500 et 1 800 mm. Cette biodiversité constitue la richesse des ressources naturelles du pays. Elle offre en outre de vastes pâturages de qualité pour l'élevage dont le mode dominant est la transhumance, des domaines à vocation cynégétique et d'importantes réserves forestières pour les scieries ainsi que les cultures de café, cacao, palmier à huile, poivre et fruitiers divers.

Sur le plan agro-écologique : un essai de caractérisation des zones a été pour la première fois réalisé en 1980 par Kawaleck et Ngouanze. Cet important travail a été repris par les chercheurs de l'ICRA, (1995). Ce zonage agricole distingue les exploitations en fonction des systèmes dominants.

Dans chaque zone, la dynamique des écosystèmes, l'évolution des populations et des conditions de vie sont caractérisées par rapport au degré de contribution des productions végétales, animales et des activités extra-agricoles aux revenus et à l'alimentation des ménages. La typologie ainsi réalisée discrimine les systèmes suivants : i) vivrier-élevage ; ii) coton-vivrier-élevage ; iii) forêt-café ; iv) cynégétique-tourisme.

Une situation politico-administrative et technique ainsi que des pratiques peu favorables à une dynamique de développement agricole

Bien que le pays regorge d'énormes ressources naturelles, le développement de son agriculture n'est toujours pas bien amorcé. En effet, l'histoire de l'agriculture centrafricaine est ponctuée de plusieurs faits et pratiques dont les effets n'ont pas permis un développement harmonieux et soutenu. Nous présentons ci-après ceux qui paraissent expliquer fortement le blocage dans lequel se trouve le processus de développement agricole de la Centrafrique.

Les effets du peuplement sur l'espace agraire et environnemental

La population de la RCA est estimée à 3,6 millions d'habitants pour un territoire vaste de 623 000 km², soit une densité moyenne de 5,8 habitants au km². Comme le révèlent les études démographiques, le gradient de densité de cette population croît de l'Est vers l'Ouest. Les villages ont été regroupés le long des axes routiers, sans tenir compte de la situation des meilleurs terroirs agricoles. La raison historique de l'adoption de cette disposition par l'administration coloniale était de parvenir à un meilleur contrôle des populations et des activités liées aux cultures et autres produits destinés à l'exportation (coton, café, tabac, caoutchouc, etc.).

Dans ce contexte, la pression pour les activités de productions végétales, animales et autres s'est exercée sur un territoire autour du village dont le rayon dépasse rarement 10 km. Cette situation s'est aggravée avec la décision prise par le gouvernement, dans les années 60 et 70, de regrouper les villages. Il s'agissait d'augmenter la taille des villages pour que les investissements socio-économiques de base (écoles, centres de santé, magasins villageois, sources aménagées, aires de marché et autres) puissent toucher un grand nombre de personnes. Mais dans la pratique, ces décisions n'ont fait que favoriser une forte pression anthropique sur la végétation, le sol et les autres ressources naturelles du milieu.

A défaut d'un zonage rationnel donnant des indications sur les zones de culture et de parcours des troupeaux transhumants, on a assisté à une exploitation anarchique du milieu physique et par conséquent à la dégradation progressive et irréversible des ressources naturelles. Ces constats sont très visibles autour des grandes agglomérations (Kokamy-Yambere, 1992). La tendance actuelle est à la fuite vers des zones plus éloignées des villages. Là encore, se pose le problème d'une difficile cohabitation entre les agriculteurs et les éleveurs transhumants dont le mode d'exploitation des pâturages n'est guère favorable à la préservation de la biodiversité.

Des systèmes d'exploitation agricole peu performants

L'exploitation agricole, autrefois structurée autour de la famille élargie, perd progressivement ce caractère et commence à faire apparaître une correspondance entre cette entité et la famille nucléaire. Cela est le résultat du phénomène de segmentation qui s'opère couramment au sein de la famille élargie pour des questions d'appropriation des facteurs de production et de contrôle des productions et des revenus.

En conséquence, on rencontre des exploitations de tailles très réduites (0,5 à 1,5 ha) avec moins de 3 actifs agricoles, utilisant des moyens de travail très rudimentaires. Souvent la fertilisation des cultures est inexistante. Ces exploitations restent fortement dominées par des pratiques itinérantes qui ne permettent pas de mieux valoriser les investissements notamment en travail. Elles restent caractérisées par un niveau de revenus très bas pour permettre un élargissement de ces exploitations. Ce sont malheureusement ces types de systèmes qui sont les plus répandus.

Des systèmes d'exploitations intégrant très peu ou pas du tout l'agriculture et l'élevage

Il est fréquent de rencontrer dans l'espace agraire centrafricain des exploitations basées essentiellement soit sur les productions végétales soit sur les productions animales. Les exploitations intégrant à la fois l'agriculture et l'élevage sont très peu nombreuses et se trouvent circonscrites dans les zones frontalières du sud-tchadien et du nord-est camerounais. L'effet de voisinage de ces zones où la culture attelée est bien implantée peut probablement expliquer la situation observée dans cette partie de la Centrafrique.

Pourtant l'initiative de promotion de la culture attelée lancée dans les années 60 avait pour objectifs de :

- favoriser l'intégration de l'agriculture et de l'élevage ;
- augmenter la taille de l'exploitation et éventuellement diversifier les choix de productions ;
- réduire la pénibilité du travail par l'utilisation de la charrue et des autres machines de travail du sol (herse, houe de sarclage, corps butteurs et les souleveuses d'arachide) ;
- décharger les jeunes et les femmes de la corvée de transport par l'utilisation de la charrette ;
- favoriser le transfert du fumier et de la terre de parc sur les parcelles de culture et parvenir par conséquent à réduire les coûts d'acquisition des engrais minéraux ;
- offrir l'opportunité d'accroître les revenus de l'exploitation.

Mais l'extension de cette technologie demeure limitée à cause du faible niveau des revenus agricoles des exploitations. Elle est rendue encore plus difficile par l'absence d'un système de crédit pouvant permettre d'acquérir l'attelage et les outils de traction ainsi que la possibilité d'accéder à la main-d'œuvre nécessaire pour l'essouchage des parcelles nouvellement défrichées.

Cette situation favorise le maintien du mode de culture itinérant, qui a pour effet de réduire les surfaces cultivées par les paysans, d'augmenter les besoins en main d'œuvre pour l'entretien des cultures et par conséquent de réduire les rendements, sans parler des éclatements de familles causés par la nécessité de contrôler les facteurs de productions, les productions et les revenus.

Des pratiques paysannes qui demandent à être améliorées

Les constats faits dans les conditions de production agricole centrafricaine révèlent que le travail du sol se limite bien souvent à un défrichement, suivi d'un brûlis et d'un léger désherbage : ce qui est souvent insuffisant pour permettre une bonne conservation de l'eau disponible pour les plantes cultivées et pour permettre un bon contrôle des adventices.

L'association de plus de cinq espèces ou variétés dans un même champ est de règle. Le recours à des semences locales est le plus fréquent ; l'entretien des cultures se fait de manière très limitée et la protection phytosanitaire est pratiquement inexistante, même en post récolte. En général, les itinéraires techniques susceptibles de favoriser l'élaboration d'un rendement élevé et par conséquent l'augmentation de la productivité, ne sont pas observés. Et s'ils sont vulgarisés, ils ne sont pas bien maîtrisés en raison d'un encadrement très limité ou inexistant.

Cette situation se perpétue encore, parce que l'appui fourni par les services publics se fait par rapport à un programme et des objectifs précis qui ne prennent pas en compte l'ensemble de l'exploitation agricole, pas plus qu'ils n'intègrent de nouvelles formes d'intervention basées sur le partenariat.

Les pesanteurs socio-culturelles constituent un véritable blocage au progrès

En appuyant les actions de structuration des producteurs et de professionnalisation du métier d'agriculteur, on entend non seulement atteindre l'objectif de situer l'exploitant au centre du système de prise de décision, mais également faire de lui un interlocuteur capable de participer à la gestion des affaires publiques. Des actions passées et en cours ont permis de consolider les organisations de producteurs existantes et d'en faire émerger d'autres, mais beaucoup reste à faire.

Malgré les efforts visant à faire évoluer les mentalités, on observe encore dans le milieu la perpétuation de certaines pesanteurs socio-culturelles qui se traduisent par des pratiques qui inhibent le progrès et l'initiative individuelle. Ainsi, des agriculteurs dynamiques et entreprenants hésitent à trop « réussir », de peur d'être mal vus, voir envoûtés. Les agriculteurs produisant beaucoup sont d'ailleurs souvent soupçonnés eux-mêmes de pratiques fétichistes. Ces pratiques occultes créent un état de frustration tel qu'elles représentent un frein réel pour le développement agricole dans certains groupes socio-culturels.

Un système d'appui aux producteurs demeuré très caricatural

Comme nous l'avons souligné plus haut, l'exploitation agricole (basée sur les productions végétales et ou animales) est bâtie autour d'une famille qui en est le centre de décision. L'appui technique doit donc se faire en s'appuyant sur la participation effective des exploitants et de leur famille pour le choix des thèmes et des décisions à prendre. Ce que nous constatons encore est que l'intervention reste calquée sur la méthode de vulgarisation basée sur la formation et les visites, centrée sur les activités de rente dominantes, coton et bétail transhumant en zone de savanes, café et palmier à huile en zone forestière. Les autres activités de l'exploitation sont en général laissées pour compte.

De même, la transmission du message technique se fait thème par thème, comme si le rendement d'une culture donnée n'était pas le fait de la combinaison de plusieurs facteurs. Cela fausse la compréhension des agriculteurs et les met dans une situation où la réalité paraît faite de la juxtaposition de faits techniques isolés, alors que ceux-ci sont combinés dans un ordre logique. Cette situation est imputable aux systèmes inappropriés de vulgarisation qui sont utilisés par les services publics d'appui. Mais ces derniers ont-ils totalement blâmables, vu les problèmes de formation de leurs agents qu'ils rencontrent ?

Les agriculteurs sont appuyés non par rapport à leurs propres projets, mais plutôt pour l'exécution de programmes qui n'ont qu'un caractère sectoriel par rapport à l'ensemble de l'exploitation. Ainsi, l'appui aux organisations de producteurs se fait encore autour de quelques filières : coton, café, palmier à huile, canne à sucre et gros bétail. De même, les programmes de fertilisation et de traitements ne concernent que ces branches d'activités. C'est également à ces filières qu'un appui est apporté de manière significative pour la commercialisation. Il faudrait plutôt encourager le regroupement des producteurs autour de projets qui soient les leurs.

Enfin, un environnement économique peu propice au développement agricole

Cet aspect mérite d'être soulevé, même si les éléments de réponse ne devraient pas être fournis par la recherche. En effet, les propositions de solutions faites par la recherche, même les plus pertinentes, ne peuvent avoir un impact positif et significatif sans mesures d'accompagnement macro-économiques favorisant le développement agricole. Ces mesures peuvent concerner les questions de bonne gouvernance ou la gestion des informations sur le secteur agricole, afin de mieux orienter les décisions et le rôle de conseil. Elles concernent aussi l'épineuse question du financement et de l'appui au secteur agricole, que le gouvernement doit assumer en toute souveraineté.

Quelles perspectives en matière de recherche agricole ?

Au regard de la problématique du développement agricole centrafricain telle que nous l'avons présentée, on peut se poser la question de savoir ce qu'il faudrait faire pour exploiter rationnellement l'espace agraire, améliorer la performance des exploitations agricoles et déclencher l'augmentation significative et durable des revenus agricoles.

Au-delà des questions liées à l'environnement économique des activités agricoles, pour lesquelles les réponses doivent être trouvées au plan politique, il se dégage cinq axes principaux de recherche qui peuvent être retenus pour les actions futures.

Gestion de l'espace et des conflits agriculteurs-éleveurs

Il s'agit de :

- redéfinir le zonage agropastoral en repensant le partage entre zones de cultures et zones de parcours, sur la base de suivis et d'indicateurs précis ;
- proposer et tester des mécanismes de prévention et de gestion des conflits.

Amélioration de la performance des exploitations

- Mettre au point des modèles de développement des exploitations qui tiennent compte des typologies de fonctionnement de celles-ci et se fondent sur leurs objectifs, leurs stratégies et leurs trajectoires.
- Définir les conditions d'évolution des exploitations : passage à stade plus avancé de développement en favorisant le développement de la culture attelée, en s'appuyant sur le crédit rural et en améliorant la qualité de l'encadrement technique.

Intégration de l'élevage à l'agriculture

- Mettre au point des modèles de passage de la culture manuelle à la culture attelée qui tiennent plus compte des réalités agraires.
- Mettre au point des modèles de gestion des attelages compatibles avec les moyens des paysans.

Etude des pratiques sociales occultes

- Identifier, analyser et comprendre les pratiques sociales qui inhibent le progrès et la réussite individuelle des agriculteurs dans différents groupes socio-culturels.
- Proposer, avec l'aide de sociologues et de socio-économistes des méthodes permettant de contourner ou d'utiliser ces pratiques, en travaillant avec les paysans soupçonnés de pratiques fétichistes et l'ensemble de la communauté.

Vers une nouvelle démarche d'appui aux producteurs

Le conseil de gestion aux exploitations agricoles familiales paraît aujourd'hui une voie intéressante à suivre. Dans cette perspective, il faudra :

- repenser la vulgarisation en intégrant la méthode du conseil de gestion comme outil de base d'un dialogue technique et économique avec les exploitants, en utilisant les acquis scientifiques disponibles (Mbétid-Bessane, 2002) ;
- promouvoir le dialogue avec les producteurs pour préciser leurs besoins et leurs attentes, afin d'ajuster les conseils et les appuis à leur apporter.

Conclusion

Sans ignorer les problèmes économiques qui se posent à l'ensemble des secteurs d'activités centrafricains, il apparaît important d'attirer l'attention sur un certain nombre d'éléments de réponse que la recherche peut apporter pour lever les blocages qui handicapent l'agriculture centrafricaine. Car beaucoup de ces problèmes sont d'ordre technique ou technologique.

L'ICRA et le Prasac ont entrepris de nombreuses études dans les domaines évoqués ci-dessus, pour trouver des réponses aux préoccupations majeures du développement agricole en Centrafrique. Les résultats produits notamment en matière de conseil de gestion et d'innovations techniques (systèmes de culture, systèmes d'élevage et traction animale) sont tout à fait intéressants (Prasac RCA, 2000). Cependant, ils demeurent encore insuffisants. L'approfondissement de certains thèmes s'avère nécessaire, tandis que d'autres champs restent à étudier.

Il faudra en particulier que l'ICRA et ses tutelles trouvent des moyens pour étendre les actions entreprises dans le cadre du Prasac, et limitées aux zones de savanes, aux autres écosystèmes du pays, de façon à éviter le déséquilibre entre les régions.

Enfin la recherche ne doit pas travailler, générer des résultats scientifiques et se satisfaire de ceux-ci. Le partenariat avec le développement doit être entretenu de manière très forte, car le but ultime des travaux de recherche est la mise en œuvre de solutions répondant aux problèmes des paysans et des éleveurs. Les chercheurs doivent aussi davantage dialoguer avec les producteurs, afin de mieux comprendre leurs problèmes et leurs besoins, pour pouvoir les traduire en protocoles de recherche efficaces.

Bibliographie

DUMONT R., 1966. Le difficile développement agricole de la République centrafricaine. Paris, Annales de l'Institut national de la recherche agronomique 1966, t IV, 189 p.

ICRA, 1995. Les exploitations agricoles dans les savanes centrafricaines. Rapport d'études. ICRA, Bangui, RCA.

KAWALECKA A., NGOUANZE F., 1980. Les zones agro-écologiques de la République centrafricaine : description des zones. 150 p.

KOKAMY-YAMBERE S., 1992. Etude de dégradation des terres autour de la ville de Bambari. 15 p.

MBETID-BESSANE E., 2002. Gestion des exploitations agricoles dans le processus de libéralisation de la filière cotonnière en Centrafrique. Thèse de doctorat. Toulouse (France), Institut National Polytechnique de Toulouse / PRASAC-CIRAD, 317 p.

PRASAC RCA, 2000. Deuxième comité national de recherche-développement du PRASAC-RCA. Rapport général. Bangui, ICRA-PRASAC, 61 p.

PRASAC RCA, 2001. Troisième comité national de recherche-développement de la première phase du PRASAC. Rapport général. Bangui, ICRA-PRASAC, 150 p.